

Challenges for Sustainable Growth Tirana economic forum

The Plaza Tirana Hotel, December 7, 2018

Title of the Panel: Challenges for Sustainable Economic Growth and FDI proposals

According to the latest OECD index on Competitiveness in South Eastern Europe, Albania is among the leading economies for FDI inflow measured as a percentage of GDP.

Nevertheless, Albania has no good ranking in terms of FDI as a portion of GDP compared to the EU, the World Bank predicts the FDI inflow decline by 2019, and the country's economic policies do not yet facilitate environmentally sustainable economic growth.

What are the challenges hampering necessary structural reforms and how can they be effectively tackled?

Moderator: Marinela Jazoj, Executive Director, Foreign Investors Association of Albania

Honorables participants de ce panel,

Chers participants,

Permettez-moi tout d'abord de vous adresser à toutes et à tous, en mon nom personnel et au nom de tous les membres de la Chambre de commerce et d'industrie France Albanie, mes remerciements les plus sincères pour avoir organisé ce Forum aujourd'hui.

Mon expérience en tant que **Conseiller du Commerce Extérieur de la France et Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Albanie** m'a montré que les gouvernements jouent un rôle important dans l'économie mondiale.

J'ai eu d'ailleurs le privilège au cours des trente dernières années de suivre quasi quotidiennement les évolutions sur tous les plans, social et économique particulièrement en Albanie. **Je suis très impressionné par la rapidité avec laquelle l'Albanie a absorbé ces énormes changements de société.** Bien sûr rien n'est encore totalement parfait, mais quand on compare avec la situation antérieure, les progrès sont considérables.

Les Investissements Directs Etrangers en Albanie (*FDI*) ont été augmentés de 212 millions d'euros au deuxième trimestre 2018, selon « Trade Economics ». La Banque mondiale prévoit une baisse des entrées des « *FDI* » d'ici 2019, **car les politiques économiques du pays ne favorisent pas une croissance économique durable.**

Pour cela, je vous encourage **premièrement** : à explorer les deux niveaux de la diplomatie économique :

- ▶ **Bilatéral** (efforts de diplomatie de nation à nation, qui sont le plus souvent étroitement liés à **un produit ou à un service spécifique**)
- ▶ **Régional & Multilatéral** qui concerne **les règles, les règlements, les taxes et la législation** adaptés pour promouvoir les intérêts économiques de l'Albanie dans la région et dans le monde.

Nous les explorons en France.

La France, depuis les années 1780, a eu le plus grand Ministère des Affaires étrangères, soit environ 70 employés à temps plein.

Permettez-moi de vous donner trois exemples dans nos jours :

- ▶ **La France est la deuxième économie de l'UE** (et la cinquième au monde) et le deuxième exportateur de l'UE, selon « **WTO** ».
- ▶ Il n'est donc pas surprenant qu'il s'agisse de **l'un des plus grands hubs d'exportation et réseaux logistiques du monde**, avec deux des plus grands ports européens, Marseille et Le Havre, tandis que l'aéroport Paris Charles de Gaulle est l'aéroport européen le plus fréquenté pour le transport.
- ▶ Grâce à sa situation au cœur de l'Europe occidentale, **le réseau de transport français est l'un des meilleurs, sinon le meilleur du continent avec plus de 11 000 km d'autoroutes et des liaisons ferroviaires à grande vitesse vers** d'autres grandes villes européennes, dont Bruxelles, Amsterdam et Londres.

Tous les organismes gouvernementaux qui ont des mandats économiques et opèrent à l'échelle internationale sont des acteurs de la diplomatie économique. De même, les acteurs non étatiques qui sont engagés dans des activités économiques à l'échelle internationale sont également des acteurs de la diplomatie économique et cela exige un partenariat et des engagements solides de la part du monde des affaires, des groupes de réflexion, des universités et des agences de promotion commerciale ainsi que des décideurs.

Deuxièmement, j'aimerais attirer votre attention sur ce que je considère comme des recommandations pratiques :

- ▶ Il est dans l'intérêt des gouvernements de créer des règles du jeu équitables et de veiller à ce que les entreprises **soient soumises à une concurrence loyale** et ne profitent pas de services publics.
- ▶ **Identifier les entreprises potentielles** qui pourraient être intéressées à faire du commerce ou à investir en Albanie. Ne ciblez pas seulement les grands groupes. Ils ont leurs propres réseaux et sont généralement très bien informés sur l'Albanie. Leur problème est souvent la taille du pays qu'ils pourraient considérer comme trop petit.

C'est une raison supplémentaire d'envisager le marché régional, y compris le Kosovo, la Macédoine, le Monténégro et la Serbie. Ensuite, vous atteignez une taille qui sera prise en compte par de grands groupes.

- ▶ L'Albanie est un nouveau marché attrayant. La relation personnelle est également un élément clé. Quoi qu'il en soit, **je recommande fortement de cibler les entreprises de taille moyenne.**

Dans quels domaines les entreprises doivent-elles être sélectionnées? L'Albanie est encore un pays émergent et nous pouvons donc considérer tous les domaines comme un potentiel intéressant pour les entreprises étrangères. Ne vous limitez pas aux domaines habituels tels que : tourisme, énergie, agriculture, sous-traitance, etc. **J'insiste : tous les domaines sont potentiellement intéressants pour les entreprises en Albanie.** A cet égard, il vaut mieux privilégier les relations personnelles avec les milieux d'affaires locaux que de se concentrer sur des domaines spécifiques que tout le monde connaît.

Et dernière recommandation, les agences gouvernementales doivent être aidées dans leur action en tant que diplomates économiques.

Par exemple en France il existe depuis des décennies une Institution composée de **Conseillers du commerce extérieur de la France**. C'est un titre honorifique qui est décerné aux meilleurs hommes d'affaires par le Premier ministre français après des contrôles rigoureux et des années d'expérience. Ces conseillers ne sont pas payés du tout, mais c'est considéré comme un honneur d'avoir un tel titre et la contrepartie est de travailler au développement des relations économiques, y compris la diplomatie économique. En Albanie, par exemple, nous sommes plusieurs à avoir ce titre français : **M. Gasmen Toska avec ses usines à Berat, M. Frédéric Blanc en tant que PDG de la Banque Societe Generale, M. Jean Alain JOUAN en tant que PDG d'ALEAT, producteur des passeports, Mme Elisabeth Gjoni comme propriétaire du futur Sofitel- Amadeus Palace, M Patrick Paskal comme PDG de Selenice Bitumi et moi-même.**

Je suggérerais de créer en Albanie une telle institution avec les meilleurs entrepreneurs capables de travailler bénévolement pour stimuler la croissance économique. Ils pourraient vous être d'un grand soutien.